

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE
LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 24 avril 1997

PRESENTS:

madame A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, président.

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président;
madame SOUGNE et messieurs CHERUY, LURQUIN et
MOORAT, membres effectifs.

Section néerlandaise:

monsieur MEEUS, membre effectif;
mesdames CLAES et OP DE BEECK, monsieur VAN DEN BOSSCHE,
membres suppléants.

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration;
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration -
adjoint bilingue.

28.274/I/PF
RC/SH

Par lettre du 12 décembre 1996, le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Administration générale de la Coopération au Développement (A.G.C.D.).

Sur la base des articles 60, §1, et 61, §§2 et 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en sa séance du 24 avril 1997 et a émis l'avis suivant.

*

* *

Le ministre propose l'adaptation suivante.

Degrés de la hiérarchie	cadre F	cadre N	bil. F	bil. N
1	4	4	1	1
2	10	10	2	2
3	28	28		
4	10	9		
5	36	36		
6	25	26		
7	11	11		

Les organisations syndicales ont été consultées.

*

* *

1. Emplois d'un grade égal ou supérieur à celui de directeur

La C.P.C.L. émet un avis favorable au sujet de la répartition proposée qui est conforme aux L.L.C.

2. Répartition des emplois aux degrés 3 à 7

Le Secrétaire d'Etat propose de maintenir la proportion des cadres linguistiques actuels (110 N - 110 F) aux degrés 3 à 7.

Il résulte de renseignements communiqués par le fonctionnaire traitant en date du 22 avril 1997, qu'aucun changement n'est

intervenue dans le volume des affaires traitées en français et en néerlandais à l'A.G.C.D. depuis l'examen du projet de cadres linguistiques précédents par la C.P.C.L. (avis n° 27.083 du 9 novembre 96).

Des données chiffrées communiquées par le Secrétaire d'Etat à l'époque, il ressortait qu'une grande partie des affaires à l'A.G.C.D. sont localisées ou localisables à l'étranger. Elles sont dès lors traitées dans la langue du fonctionnaire auquel l'affaire est confiée.

Les deux régions linguistiques présentent par conséquent un intérêt identique dans ce département.

*

*

*

La C.P.C.L. confirme son avis précédent et marque dès lors son accord avec la proposition du Secrétaire d'Etat.

Le présent avis est notifié au Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement qui, conformément à l'article 61, §3, 2^{ème} alinéa des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 24 avril 1997.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE

Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS